

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/190

1^{er} juin 1999

(99-2205)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Approche des CE en matière de facilitation des échanges

Communication des Communautés européennes

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 mai 1999.

1. Des procédures d'importation et d'exportation inefficaces et inutiles entravent les courants d'échanges. Partout dans le monde les entreprises comptent sur l'OMC pour simplifier, harmoniser et automatiser les procédures, réduire le nombre de documents requis et accroître la transparence. Les petites entreprises, et les pays en développement pour lesquels les coûts afférents au respect des procédures sont proportionnellement plus élevés et découragent les exportations, profiteront tout particulièrement des avantages qui en découleront. En outre, des procédures simples créent un climat plus favorable à l'investissement et permettent aux secteurs de services tels les transports et la distribution de soutenir efficacement la concurrence. Elles aident les pouvoirs publics à améliorer l'administration, réduire les dépenses de fonctionnement, accroître les recettes et déceler les transactions illicites. Compte tenu des ressources limitées des pouvoirs publics et de la croissance rapide des volumes d'échanges, une simplification s'impose.

2. En tant que principale organisation s'occupant du commerce international, l'OMC joue naturellement un rôle lorsqu'il s'agit d'établir des règles dans ce domaine. Une approche fondée sur des règles assurera aux négociants transparence et prévisibilité de même qu'elle garantira un engagement politique en faveur des réformes, et la mise en place de mesures appropriées. Un cadre établi par l'OMC peut donner au secteur privé et aux institutions internationales la confiance nécessaire pour investir dans le renforcement des capacités et l'assistance dont ils ont besoin. Il permettra en outre de faire en sorte que les initiatives régionales suivent la même orientation et réduisent les obstacles existants sans en créer de nouveaux. Une telle structure devrait par ailleurs s'inspirer des normes élaborées par d'autres organisations spécialisées, sans toutefois faire double emploi.

3. En conséquence, en vue de simplifier et d'harmoniser les procédures commerciales, la Communauté préconise l'élaboration dans le cadre de l'OMC d'un ensemble d'engagements dans les domaines suivants:

- Application des principes fondamentaux de l'OMC

Application aux procédures commerciales des principes de la non-discrimination et du traitement national, ainsi que des notions de transparence et de proportionnalité, de

sorte que les prescriptions en matière de procédures ne créent pas d'obstacles inutiles. Il conviendrait d'élaborer des dispositions qui garantissent que les petites et moyennes entreprises tirent pleinement parti de la simplification des procédures.

- Harmonisation et simplification des documents et des données

Engagements en vue de simplifier et d'harmoniser les documents et les données relatifs au commerce et au transport en s'inspirant des normes internationales et en se fondant sur des renseignements commerciaux. Cela permettra de réduire les délais et les coûts pour les négociants, et aidera à mettre en place des procédures automatisées.

- Techniques douanières et méthodes de gestion modernes

Mise en place progressive, sur la base de la Convention de Kyoto de l'OMD, de techniques douanières modernes visant à renforcer la conformité et le contrôle tout en accélérant la mise en circulation des marchandises autorisées, telles que le traitement avant l'arrivée, le paiement des droits après la mainlevée, l'établissement de délais pour cette procédure, l'octroi de facilités aux négociants autorisés, une évaluation de l'efficacité, et la coopération avec les entreprises. Au fil du temps, les administrations douanières devraient prendre le relais des systèmes d'inspection avant expédition en opérant sur la base de ces principes.

- Automatisation et convergence des contrôles officiels

Engagements visant à mettre en place progressivement l'automatisation et l'échange des données informatisé, au niveau des bureaux des douanes et d'autres entités, en vue de remplacer les formalités d'exportation et d'importation sur papier. Cela permettra d'accélérer les transactions, d'améliorer les contrôles et de faciliter les transactions intégrées et transparentes entre les administrations chargées des exportations et des importations. En outre, il conviendrait d'envisager d'inclure de telles dispositions et d'autres mesures de simplification dans les Accords de l'OMC existants tels que l'Accord sur les licences d'importation, l'Accord sur l'évaluation en douane, etc. Des mesures pourraient également être élaborées afin de faciliter la convergence des contrôles officiels dont font l'objet les marchandises qui passent la frontière, de manière à réduire la fréquence des retards imputables à l'absence de coordination entre les interventions des divers services administratifs.

- Développement

Un renforcement des capacités coordonné est nécessaire pour consolider l'infrastructure humaine et matérielle et améliorer la gestion des importations et des exportations dans les pays en développement. Un tel processus devrait dépasser le cadre de la coopération technique traditionnellement offerte par l'OMC et faire intervenir, dans une structure globale cohérente, une coopération stratégique entre les organisations internationales clés, telles que la CNUCED, le CCI, la Banque mondiale, le FMI et l'OMD. Il devrait en outre mettre à contribution le secteur privé qui tire avantage de la simplification et sert de lien avec les pouvoirs publics. Des dispositions relatives au développement et au renforcement des capacités devraient être incorporées dans une structure destinée à la facilitation des échanges. Il conviendrait non seulement d'apporter un soutien aux pays concernés mais aussi de leur accorder le temps nécessaire pour mettre en œuvre des engagements.

- Autres questions

Les Membres pourraient en outre examiner la possibilité de prévoir des dispositions visant à garantir que les transactions bancaires et les paiements se déroulent sans heurt pour les négociants. À plus long terme, il serait utile de revoir les règles multimodales qui affectent le commerce des marchandises.

Conclusion

4. Il incombe aux Membres de l'OMC d'élaborer dans les domaines précités un ensemble d'engagements équilibré qui corresponde à leurs besoins et qui procure des avantages à chacun d'entre eux. Ces avantages devraient profiter aussi bien aux grands qu'aux petits négociants et, au bout du compte, aux consommateurs - grâce à des délais et à des coûts réduits -, ainsi qu'aux pouvoirs publics et aux contribuables - grâce à des contrôles plus stricts, des recettes accrues, une gestion plus efficace, et un climat plus favorable à l'investissement.
